

## **29<sup>e</sup> Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique**

### **Consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest**

#### **Présentation à la Session Ministérielle**

**Papa Abdoulaye Seck,  
Ministre de l'Agriculture et de l'équipement rural du Sénégal,  
porte parole de la Consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest**

**Jeudi 7 avril 2016**

Monsieur le Directeur Général  
Monsieur le Président de la 29<sup>e</sup> Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique  
Mesdames et messieurs les Ministres, Chers collègues  
Mesdames et messieurs les délégués  
Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique  
Chers invités  
Mesdames et Messieurs

La consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest s'est tenue sous la présidence du délégué du Sénégal en tant que Président de la CEDEAO et la vice-présidence a été assurée par le Bénin. La session a enregistré la participation des pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que le Président du sous-groupe des Représentants Permanents de l'Afrique de l'Ouest. Les rapporteurs de la session ont été le Burkina Faso et le Ghana. La consultation a été facilitée par la CEDEAO et la FAO.

La session a permis de discuter des défis, enjeux et priorités du développement d'une agriculture durable et du rôle que pourrait continuer de jouer la FAO au profit des Etats membres de la sous-région.

La session a proposé et retenu que la priorisation des besoins des pays et des priorités sous-régionales en Afrique de l'Ouest doivent être déclinées en fonction du « Pacte Régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA 2025 », adopté lors de la Conférence Internationale sur l'Agriculture Ouest-africaine tenue à Dakar (Sénégal), du 17 au 19 novembre 2015. A cet effet, le Pacte régional a été retenu comme base des discussions afin d'identifier les approches préconisées et les recommandations issues de la consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest.

Un rapport exhaustif sera remis au Secrétariat de la Conférence. Je me limite donc aux points essentiels en me référant au document déjà cité.

Les grands traits du secteur agricole en Afrique de l'Ouest restent marqués par le rôle déterminant de l'agriculture dans le développement économique et social de la sous-région et dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

De 2005 à 2015, quinze Plans nationaux d'investissements agricoles et un Plan Régional d'Investissement Agricole, instruments de mise en œuvre de l'ECOWAP, ont été engagés. Ils prennent respectivement en charge les enjeux et dimensions nationaux et régionaux des

agricultures, de la gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire en couvrant les différents sous-secteurs agriculture, élevage, pêche et foresterie.

### **Les orientations pour l'agriculture ouest-africaine à l'horizon 2025**

A l'horizon 2025, il importe de confirmer que «La politique agricole s'inscrit dans la perspective d'une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé. Productive et compétitive sur le marché intra-communautaire et sur les marchés internationaux, elle doit permettre d'assurer la sécurité alimentaire et de procurer des revenus décents à ses actifs ».

### **Les enjeux à prendre en compte**

Les enjeux à prendre en compte pour repenser l'architecture de la politique agricole régionale se rattachent à trois problématiques importantes :

- a. la dynamique de la population et du peuplement qui implique d'apporter de nouvelles orientations à la politique agricole. A ce phénomène s'ajoutent les effets de l'urbanisation, des migrations, l'évolution des revenus, leur croissance et leur différenciation, qui en résultent. Ces dynamiques démographiques conduisent à accroître très rapidement la taille du marché alimentaire.
- b. l'évolution du contexte régional et international, marqué par de nouvelles crises, des incertitudes fortes sur les dynamiques économiques, et commerciales, ainsi que sur les flux d'aide publique au développement.
- c. la place prépondérante qu'occupent les thématiques dites nouvelles dans les enjeux de développement agricole et alimentaire: changement climatique en relation avec la COP21 , nutrition, protection sociale, résilience et sécurité publique au niveau régional et mondial.

### **Les priorités de l'ECOWAP à l'horizon 2025**

Quatre priorités sectorielles sont confirmées comme des enjeux stratégiques à privilégier : (i) l'intégration régionale de la production et des échanges de bétail-viandes ; (ii) l'adoption d'itinéraires d'intensification durable, adaptés à la diversité des écosystèmes et des besoins des communautés locales et nationales ; (iii) la promotion des chaînes de valeurs ; (iv) le développement de l'aquaculture.

En termes de gouvernance, s'impose la nécessité d'une politique agricole unique pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, engageant tous les pays, toutes les OIG, les groupes d'acteurs et les PTF, gage d'une meilleure coordination des initiatives, d'une gestion efficace des ressources naturelles, humaines et financières et d'efficacité en terme d'atteinte des objectifs stratégiques de la région.

## **Recommandations**

Afin d'atteindre ces objectifs, la consultation sous-régionale a réaffirmé la nécessité d'avoir un engagement politique fort des Etats et un effort soutenu pour le financement des plans d'investissement agricole élaborés au niveau de chaque pays.

La consultation sous-régionale a reconduit les attentes particulières des pays vis-à-vis de la FAO parmi les partenaires techniques et financiers, qui s'articulent autour des actions suivantes :

- a. aligner, harmoniser et coordonner l'ensemble de leurs appuis régionaux relatifs au développement agricole et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec les orientations, objectifs, principes, programmes et actions de l'ECOWAP/PDDAA,
- b. promouvoir l'efficacité de la contribution à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en ligne avec les principes de la Déclaration de Paris et de Busan et s'assurer que les engagements aux niveaux national, régional et international sont cohérents ;
- c. apporter des appuis soutenus et croissants à la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA et canaliser les appuis à travers les dispositifs institutionnels et financiers de l'ECOWAP/PDDAA ;
- d. améliorer la programmation pluriannuelle des appuis techniques et financiers et favoriser l'établissement de conventions pluriannuelles qui pourront être renégociées afin de tenir compte de l'évolution du contexte.

Pour clore mes propos, j'encourage chaque acteur à faire de son mieux pour respecter ses engagements afin de garantir le succès d'une transformation des systèmes agroalimentaires africains pour une croissance inclusive et une prospérité partagée.

Je vous remercie pour votre aimable attention

## **Rapport de la Consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest**

**Mercredi 6 avril 2016**

La consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest s'est tenue sous la présidence du délégué du Sénégal en tant que Président de la CEDEAO et la vice-présidence a été assurée par le Bénin. La session a enregistré la participation des pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que le Président du sous-groupe des Représentants Permanents de l'Afrique de l'Ouest. Les rapporteurs de la session sont le Burkina Faso et le Ghana avec une facilitation par la CEDEAO et la FAO.

La session a permis de discuter des défis, enjeux et priorités du développement d'une agriculture durable et du rôle que pourrait continuer de jouer la FAO au profit des Etats membres de la sous-région.

La session a proposé et retenu que la priorisation des besoins des pays et des priorités sous-régionales en Afrique de l'Ouest doit être déclinée en fonction du « Pacte Régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA 2025 », adopté lors de la Conférence Internationale sur l'Agriculture Ouest-africaine tenue à Dakar (Sénégal), du 17 au 19 novembre 2015. A cet effet, le Pacte régional est retenu comme base des discussions afin d'identifier les approches préconisées et les recommandations issues de la consultation sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest.

### **1. Contexte global**

Les grands traits du secteur agricole en Afrique de l'Ouest restent marqués par le rôle déterminant de l'Agriculture dans le développement économique et social de la sous-région et dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Parmi les acteurs majeurs, il faut mentionner les femmes qui occupent une place considérable dans les processus de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles mais restent faiblement prises en compte de manière effective dans les politiques et stratégies.

De profondes mutations sont observées depuis une quarantaine d'années, mais il demeure que le potentiel en terres cultivables et espaces pastoraux, en eau et ressources humaines offre à l'Afrique de l'Ouest la capacité de répondre aux besoins d'une population en croissance rapide qui devrait avoisiner les 450 millions d'habitants à l'horizon 2025.

De 2005 à 2015, quinze (15) Plans nationaux d'investissements agricoles et un Plan Régional d'Investissement Agricole, instruments de mise en œuvre de l'ECOWAP, ont été engagés. Ils prennent respectivement en charge les enjeux et dimensions nationaux et régionaux des agricultures, de la gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en couvrant les différents sous-secteurs : agriculture, élevage, pêche et foresterie.

### **2. Les orientations pour l'agriculture ouest africaine à l'horizon 2025**

A l'horizon 2025, il importe de confirmer que «La politique agricole s'inscrit dans la perspective d'une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des

exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé. Productive et compétitive sur le marché intra-communautaire et sur les marchés internationaux, elle doit permettre d'assurer la sécurité alimentaire et de procurer des revenus décents à ses actifs ».

Il importe également d'intégrer plusieurs préoccupations sous-jacentes :

- a. la notion de souveraineté alimentaire comme finalité de la politique agricole,
- b. la nutrition un complément indissociable de la sécurité alimentaire et,
- c. la climato-sensibilité des agricultures et la résilience aux différentes échelles, depuis le ménage jusqu'à la communauté régionale.
- d. La recherche-développement

## **2.1. Des enjeux à prendre en compte**

Les enjeux à prendre en compte pour repenser l'architecture de la politique agricole régionale se rattachent à trois problématiques importantes :

- d. la dynamique de la population et du peuplement qui implique d'apporter de nouvelles orientations à la politique agricole. A ce phénomène s'ajoutent les effets de l'urbanisation, des migrations , l'évolution des revenus, leur croissance et leur différenciation, qui en résultent. Ces dynamiques démographiques conduisent à accroître très rapidement la taille du marché alimentaire et les opportunités de création de revenus.
- e. l'évolution du contexte régional et international, marqué par de nouvelles crises et autres urgences complexes, des incertitudes fortes sur les dynamiques économiques, et commerciales, ainsi que sur les flux d'aide publique au développement.
- f. la place prépondérante qu'occupent les thématiques dites nouvelles dans les enjeux de développement agricole et alimentaire: changement climatique en relation avec la COP21 , nutrition, protection sociale, résilience et sécurité publique au niveau régional et mondial.

## **2.2. Les priorités de l'ECOWAP<sup>1</sup> à l'horizon 2025**

La garantie de la sécurité et la souveraineté alimentaires restent des enjeux majeurs sur la base de produits stratégiques à promouvoir à l'échelle régionale (mil, riz, maïs, manioc, sorgho, niébé/dolique à pois noir, produits animaux : viande, lait et œufs). Dans les prochaines années les produits halieutiques ainsi que les fruits et produits maraîchers seront aussi considérés comme produits stratégiques régionaux, pour lesquels des initiatives fortes doivent être engagées, à l'instar de ce qui se fait sur le riz. Un accent particulier sera mis sur la promotion des filières «lait local» et espèces animales à cycle court (volaille, petits ruminants et espèces non- conventionnelles) en raison de leur poids croissant dans les systèmes agro-alimentaires et de création de revenus de tous les pays.

---

<sup>1</sup> Bien que la Mauritanie ne soit pas membre de la CEDEAO, il faut noter son appartenance à la sous-région de l'Afrique de l'ouest. De ce fait les recommandations de la Consultation concernent aussi la Mauritanie

Par ailleurs un ensemble de produits sont stratégiques à l'échelle nationale (coton, café, cacao, hévéa, arachide, noix de cajou), et les pays concernés auraient avantage à mieux coopérer dans différents domaines (recherche, négociation, industrialisation, structuration d'alliances et/ou de structures interprofessionnelles, régulation des marchés, etc.).

Quatre priorités sectorielles sont confirmées comme des enjeux stratégiques à privilégier : (i) l'intégration régionale accélérée (par l'application de réformes) de la production et des échanges de bétail-viandes ; (ii) l'adoption d'itinéraires d'intensification durable, adaptés à la diversité des écosystèmes et des besoins des communautés locales et nationales ; (iii) la promotion des chaînes de valeurs ; (iv) le développement de l'aquaculture.

Un accent particulier devra être porté sur :

- a. le développement de l'espace rural à travers des investissements en infrastructures et en services d'appui à la production et à la valorisation des produits agricoles, selon une approche intégrée de développement régional pour intéresser les jeunes au secteur ;
- b. l'amélioration des performances des filières de petits ruminants particulièrement à travers le contrôle et l'éradication de la Peste de petits ruminants (PPR);
- c. la prise en charge effective au niveau régional de la lutte et de la prévention des risques et menaces liées aux maladies animales transfrontalières et zoonoses (grippe aviaire, peste des petits ruminants, trypanosomoses, charbon, rage, etc).
- d. la sécurisation de la transhumance transfrontalière comme mode de valorisation des espaces pastoraux et devant participer à la sécurité publique,
- e. l'intégration systématique de l'approche Genre, tant au niveau des organes institutionnels, que dans la mise en œuvre des programmes et appui financier avec en particulier 'l'installation de jeunes hommes et femmes agriculteurs formés et motivés pour l'agriculture.

En termes de gouvernance, s'impose la nécessité d'une politique agricole unique pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, engageant tous les pays, toutes les OIG, les groupes d'acteurs et les PTF, gage d'une meilleure coordination des initiatives, d'une gestion efficiente des ressources naturelles, humaines et financières et gage d'efficacité en terme d'atteinte des objectifs stratégiques de la région.

### **3. Recommandations**

La FAO devra appuyer les institutions de la sous-région ouest-Africaine (CEDEAO, CILSS, UEMOA, etc) en vue de la mise en place des mécanismes facilitant la coopération entre les Etats membres et les acteurs concernés autour des filières stratégiques (élevage, production végétale, pêche et foresterie) de la sous-région.

Pour réaliser les priorités déclinés, les pays et leurs partenaires dont la FAO devront s'atteler au niveau régional à :

- a. repenser et accélérer la mise en œuvre des instruments régionaux relatifs à l'intensification et la modernisation de l'agriculture par l'accès au capital productif et aux facteurs de production, la régulation des marchés et l'amélioration de l'accès des groupes vulnérables à l'alimentation ;
- b. promouvoir, au regard de l'évolution du contexte régional (urgences complexes, insécurité alimentaire, malnutrition, déplacement de population, conflits) et

international (crises des réfugiés), un environnement propice à la gestion rapide des crises majeures et une réduction des risques de crises ;

- c. repenser le financement du secteur agricole par notamment la facilitation de l'accès pour les producteurs familiaux et les jeunes, spécialement pour la jeunesse, les groupes vulnérables et les femmes ;
- d. accélérer la mise en œuvre des systèmes d'information et d'aide à la décision au niveau de l'exploitation;
- e. promouvoir les volets transformation, conditionnement et conservation au niveau des systèmes agroalimentaires pour une valorisation durable des produits locaux et de la sous-région et limiter les pertes post-récoltes
- f. accélérer les réformes par rapport aux intrants agricoles (pesticides, médicaments et vaccins vétérinaires, équipements).

Afin d'atteindre ces objectifs, la consultation sous-régionale a réaffirmé la nécessité d'avoir un engagement politique fort des Etats et un effort soutenu pour le financement des plans d'investissement agricole élaborés au niveau de chaque pays.

La consultation sous-régionale a reconduit les attentes particulières des pays à l'endroit de la FAO qui figure parmi les partenaires techniques et financiers, qui s'articulent autour des actions suivantes :

- a. aligner, harmoniser et coordonner l'ensemble de leurs appuis régionaux relatifs au développement agricole et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec les orientations, objectifs, principes, programmes et actions de l'ECOWAP/PDDAA, conformément à la Déclaration de Paris et de Busan sur l'efficacité de l'aide au développement et au plan d'action d'Accra ;
- b. promouvoir l'efficacité de la contribution à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en ligne avec les principes de la Déclaration de Paris et de Busan et s'assurer que les engagements aux niveaux national, régional et international sont cohérents ;
- c. apporter des appuis soutenus et croissants à la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA et canaliser les appuis à travers les dispositifs institutionnels et financiers de l'ECOWAP/PDDAA ;
- d. améliorer la prévisibilité de leur contribution à travers une programmation pluriannuelle des appuis techniques et financiers et favoriser l'établissement de conventions pluriannuelles qui pourront être renégociées afin de tenir compte de l'évolution du contexte ;
- e. veiller à l'application de la budgétisation sensible au genre dans leur appui à la mise en œuvre de l'ECOWAP.

## **Report of the Sub-regional consultation for West Africa**

**Wednesday, April 6, 2016**

The sub-regional consultation for West Africa was chaired by the delegate of Senegal as Chairperson of ECOWAS and the vice presidency was held by Benin. The session has been attended by countries from West Africa and the Chair of the Permanent Representatives subgroup of West Africa. The rapporteurs of the session are Burkina Faso and Ghana with a facilitation by ECOWAS and FAO.

The session allowed to discuss the challenges, issues and priorities for the development of a sustainable agriculture and the role that could continue to play by FAO in favor of Member States of the subregion.

The session proposed and accepted that the prioritization of the needs of countries and subregional priorities in West Africa must be laid down based on the "Regional Partnership Compact implementation of ECOWAP/CAADP 2025", adopted at the International Conference on West African Agriculture held in Dakar (Senegal), the 17 to 19 November 2015. To this end, the Regional Pact is adopted as the basis for discussions to identify recommended approaches and recommendations from the sub-regional consultation for West Africa.

### **1. Overall context**

The main features of the agricultural sector in West Africa remain marked by the major role of agriculture in the economic and social development of the subregion and the fight against poverty and food and nutrition insecurity. Among the key stakeholders, women occupy an important place in the process of production, processing and marketing of agricultural products but they are still not often taken into account effectively in policies and strategies.

Dramatic changes are observed for forty years but it is agreed that the potential arable land and grazing land, water and human resources are offering to West Africa the capacity to meet the needs of a fast growing population that should be around 450 million inhabitants in 2025.

From 2005 to 2015, fifteen (15) national plans and regional agricultural investment Plans, as instruments within ECOWAP have been implemented. They integrate respectively national and regional issues and dimensions of agriculture, management of natural resources and food and nutrition security encompassing different sub-sectors agriculture, livestock, fisheries and forestry.

### **2. Guidelines for the West African agriculture in 2025**

By 2025, it should be confirmed that "agricultural policy falls within the framework of a modern and sustainable agriculture based on the effectiveness and efficiency of family farms and the promotion of agricultural enterprises through the involvement of the private sector. Productive and competitive of intra-community markets and of international markets, must ensure food security and provide decent income from its assets. "

It is also important to integrate several underlying concerns:

- a. the concept of food sovereignty as a goal of agricultural policy,
- b. nutrition as a necessary complement to food security,

- c. climate-sensitive agriculture (climate smart agriculture) and resilience on various scales, from the household to the regional community.

## **2.1. Issues to consider**

The issues to be considered to rethink the architecture of the regional agricultural policy relate to three important issues:

- a. The population and settlement dynamics that involves providing new directions to agricultural policy. In addition to this phenomenon are the effects of urbanization, intra-regional migration, changes in income, their resulting growth and differentiation. These population dynamics results in a rapid expansion of the size of the food market and income generation opportunities.
- b. The evolution of the regional and international context characterized by new crises and other complex emergencies, strong uncertainties on the economic and trade dynamics, as well as on public development assistance flows.
- c. The prominent place occupied by the so-called new issues in agricultural and food development challenges : climate change in relation to COP21, nutrition, social protection, resilience and public security at regional and global level.

## **2.2. The priorities of ECOWAP 2025<sup>2</sup>**

The guarantee of food security and food sovereignty remain major challenges based on strategic products to promote regionally (millet, rice, maize, cassava, sorghum, cowpea, animal products-meat, milk -and eggs). In the coming years fish products as well as vegetable and fruit products will also be considered regional strategic products, for which strong initiatives must be taken, like what is done on rice. A particular focus will be on promoting value chains of "local milk" and short-cycle species (poultry, small ruminants and non-conventional livestock) because of their increasing importance in the agri-food systems and income generation in all countries.

Furthermore a set of strategic products at national level (cotton, coffee, cocoa, rubber, peanuts, cashews), and the countries concerned would benefit from better cooperation in various fields (research, negotiation, industrialization, alliances structuring and /or interprofessional structures, market regulation, etc.).

Four (4) sector priorities are confirmed as preferred strategic issues: (i) regional accelerated integration (by reforms) of production and livestock-meat trade; (ii) the adoption of sustainable intensification routes, adapted to the diversity of ecosystems and the needs of local and national communities; (iii) promotion of value chains; (iv) development of aquaculture.

Particular emphasis should be focused on:

- a. the development of rural areas through investments in infrastructure and support services for the production and processing of agricultural products, with an integrated regional development approach to attract young people in the sector;

---

<sup>2</sup> Although Mauritania is not a member of ECOWAS, his membership in the sub-region of West Africa has been noted. Thus the recommendations of the Consultation also concern Mauritania

- b. improvement of the performances of the small ruminant sectors, especially through the control and eradication of the Peste des Petits Ruminants (PPR);
- c. taking effective regional action against control, prevention risks and threats related to transboundary animal diseases and zoonoses (avian influenza, PPR, trypanosomiasis Anthrax, Rabies etc).
- d. securing transboundary transhumance as a method of valuation of rangelands and contributing to public and crop security,
- e. the systematic integration of gender approach, both in terms of institutional bodies and financial support in the implementation of programs and also in particular young farmers trained and motivated for agriculture.

In terms of governance, there is a need for a single agricultural policy that imposes for the whole of West Africa, involving all countries, all NGOs, stakeholder groups and donors, with a pledge for better coordination of initiatives, efficient management of human, natural and financial resources and guarantee of efficiency in terms of strategic objectives in the region.

### **3. Recommendations**

FAO should assist subregional institutions from West Africa (ECOWAS, CILSS, WAEMU, etc) with regards the establishment of mechanisms to facilitate cooperation between Member States and stakeholders on the strategic sectors (livestock, crops, fisheries and forestry) of the subregion.

To achieve the priorities, countries and partners including FAO should tackle at regional level the followings:

- a. rethink and accelerate the implementation of regional instruments for the intensification and modernization of agriculture through access to production assets and production factors, market regulation and improving access of vulnerable populations to food and financial resources.
- b. promote, in the light of the changing regional context ( complex emergencies, food insecurity, stunting, population moves, conflicts) and international (refugee crises), an environment for the rapid management of major crises and crises management risk reduction.
- c. rethink the financing of the agricultural sector, with access facilitation especially for the family farmers youth,
- d. accelerate the implementation of information and decision support systems at farm level.
- e. promote the transformation, packaging and conservation aspects of food systems for sustainable development of local products.
- f. accelerate reforms with respect to agricultural inputs supply (pesticides, veterinary drugs and vaccines equipment).

To achieve these objectives, the sub-regional consultation reaffirmed the need for a strong political commitment of government and a sustainable effort to finance agricultural investment plans developed in each country.

The subregional consultation confirmed the specific expectations vis-à-vis countries of FAO as technical and financial partners, which revolve around the followings:

- a. align, harmonize and coordinate their regional support related to agricultural development and food and nutrition security with the guidelines, objectives, principles, programs and actions of ECOWAP / CAADP, in accordance with the Paris and Busan Declaration on the effectiveness of development aid and the Accra Action Plan;
- b. promote the effectiveness of the contribution of agriculture on food and nutrition security in line with the principles of the Paris and Busan Declaration and ensure that the commitments at national, regional and international levels are consistent;
- c. provide sustained support and increasing the implementation of ECOWAP / CAADP and channel support through the institutional and financial arrangements of the ECOWAP / CAADP;
- d. improve the predictability of their contributions through a multiannual program of technical and financial support and promote the establishment of multi-year agreements renegotiated to take account of the changing context;
- e. ensure the implementation of gender budgeting in their support for the implementation of ECOWAP.